

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 23/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIE CIRCUIT

Parc d'entreprise La Radio
Route de Paris - Bât F
28104 Dreux

Références : D2023-0050
Code AIOT : 0010011385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/11/2023 dans l'établissement CHIMIE CIRCUIT implanté Parc d'entreprise La Radio Route de Paris - Bât F 28104 Dreux. L'inspection a été annoncée le 24/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIE CIRCUIT
- Parc d'entreprise La Radio Route de Paris - Bât F 28104 Dreux
- Code AIOT : 0010011385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Suite au dépôt par l'exploitant le 13 février 2018 d'une demande d'autorisation environnementale unique pour exploiter une installation de traitement de déchets dangereux contenant des métaux

précieux non ferreux, l'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juin 2019 portant actualisation des prescriptions applicables à ses installations.

L'établissement relève du régime d'autorisation pour ses activités de traitement de déchets dangereux (rubrique 2790) et non dangereux (rubrique 2791) par chaîne de démétalisation et broyage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente visite ;
- Prévention du risque incendie ;
- Rejets atmosphériques ;
- Gestion des déchets ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	NC4_VI_2020 Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 3.3.1	Sans objet
3	VLE atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 3.2.4	Sans objet
4	Entretien des moyens d'interventions	Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 7.7.2	Sans objet
5	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 7.7.3	Sans objet
6	NC2_VI_2020 Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet
7	NC3_VI_2020 Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
9	Déchets admissibles sur l'installation	Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 5.1.1.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	NC1_VI_2020 Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 7.5.2	Sans objet
8	R3VI 2020 Attestation de valorisation	Code de l'environnement du 02/11/2023, article D 543-284	Sans objet
10	R2 VI 2020 Procédure d'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 5.1.1.3	Sans objet
11	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 5.1.1.5	Sans objet
12	Quantité maximale de déchets	Arrêté Préfectoral du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	stockés sur le site (entrants et sortants)	06/06/2019, article 5.1.2.2	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC1_VI_2020 Rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:</p> <ul style="list-style-type: none"> du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part, du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Le dispositif de confinement en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant remet au préfet une</p>

<p>étude justifiant le dimensionnement du dispositif de confinement étanche adapté au site.</p> <p>Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise les travaux nécessaires à la mise en œuvre du dispositif dimensionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Constat de la VI du 27/11/2020 (NC1*)</u> : L'exploitant n'a pas réalisé les travaux nécessaires à la mise en œuvre d'un dispositif de rétention des pollutions accidentelles dans un délai de 6 mois après la notification de l'AP du 06/06/2019.</p> <p><u>Réponses de l'exploitant des 10/05/2021, 14/05/2021 et 01/12/2021</u> : transmission d'une mise à jour du calcul des besoins en eau du site via un calcul D9 (150 m³/h pendant 2 heures) et du calcul du volume nécessaire pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie (387 m³) tenant compte de la mise en place d'un mur coupe-feu séparant les zones activité et stockage ; envoi d'un plan de localisation des murs coupe-feu et de murets de 18 cm permettant de réaliser un volume de rétention de 606 m³ au droit du bâtiment ; transmission du devis des travaux de maçonnerie correspondants.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate la mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un mur coupe-feu séparant le bâtiment en deux alvéoles. L'exploitant indique que les travaux ont été réalisés en septembre 2022. D'après le devis de l'entreprise du 22/11/2021, il s'agit d'un mur en parpaings. L'exploitant doit justifier des caractéristiques coupe-feu du mur réalisé ; - d'une porte coupe-feu en métal coulissante entre les deux alvéoles ainsi constituées. L'exploitant indique que les travaux ont été réalisés en janvier 2023 (consultation de la facture du 01/02/2023). Le certificat correspondant (NF277) présenté par l'exploitant donne les caractéristiques suivantes : « classement de résistance au feu E120, EI60-EI120, conformité à la norme NFS 61937-1 ». - de murets de rétention en béton de 20 cm de hauteur le long des murs intérieurs de l'alvéole sud du bâtiment, et devant les portes condamnées de l'alvéole nord du bâtiment ; - de palplanches sur vérins hydrauliques à manipulation manuelle placés face aux portes d'accès au bâtiment (au nombre de 4) destinés à contenir les éventuelles eaux d'extinction d'incendie. <p>Ces travaux permettent ainsi de constituer une rétention interne au bâtiment, dont l'exploitant évalue le volume à 606 m³, ce qui suffisant compte tenu de l'évaluation du volume nécessaire au confinement de 387 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : NC4_VI_2020 Prévention de la pollution atmosphérique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 3.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures portent sur les rejets suivants :</p> <p>Conduit N°1 - Chaîne de démetalisation</p> <p>Paramètre / Fréquence</p> <p>Débit / Semestrielle</p> <p>O2 / Semestrielle</p> <p>SOx / Semestrielle</p>

<p>NOX / Semestrielle</p> <p>HCl / Semestrielle</p> <p>COVNM / Semestrielle</p> <p>COV H340, / Semestrielle</p> <p>COV Annexe III / Semestrielle</p> <p>Cadmium, mercure / Semestrielle</p> <p>Arsenic, sélénium et tellure, / Semestrielle</p> <p>Plomb et ses composés / Semestrielle</p> <p>Antimoine, chrome, cobalt, / Semestrielle</p> <p>Acide cyanhydrique/ Semestrielle</p> <p>Cyanures / Semestrielle</p> <p>Ammoniac / Semestrielle</p>
<p>Conduit N°2 – Fours de fusion</p>
<p>Paramètre / Fréquence</p> <p>Débit / Semestrielle</p> <p>O2 / Semestrielle</p> <p>SOx / Semestrielle</p> <p>NOX / Semestrielle</p> <p>HCl / Semestrielle</p> <p>Cadmium, mercure et thallium / Semestrielle</p> <p>Arsenic, sélénium et tellure S/ emestrielle</p> <p>Plomb et ses composés / Semestrielle</p> <p>Antimoine, chrome, cobalt, / Semestrielle</p>
<p>Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.</p> <p>Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>Au moins une fois par an (ou selon les périodicités prévues par le présent arrêté), l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p>
<p>Constats :</p> <p>La fréquence semestrielle des mesures des rejets atmosphériques n'a pas été respectée en 2022. Par ailleurs, le laboratoire intervenu en 2023 n'est pas accrédité pour l'analyse des cyanures.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Constat de la VI du 27/11/2020 (NC4) : Absence de mesure des émissions atmosphériques pendant 2 ans.</u></p> <p>Consultation des rapports des trois derniers contrôles des émissions atmosphériques, réalisés les 03/05/2023, 14/04/2022 et 20/05/2022, 25/05/2021 et 02/06/2021. L'ensemble des paramètres prescrits ont bien fait l'objet d'une mesure. Suite à la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 23/11/2023 un bon de commande pour la réalisation d'un contrôle des rejets atmosphériques du site le 11/12/2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 3 : VLE atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 3.2.4		
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique		
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O ₂ ou CO ₂ précisée dans le tableau ci-dessous.		
Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° 1 Chaîne de démetalisation	Conduit n° 2 Fours de fusion
Concentration en O ₂ de référence	21,10 %	21,10 %
Poussières, y compris particules fines	100 mg/m ³ si flux < 1 kg/h 40 mg/m ³ si flux > 1 kg/h	150 mg/m ³
SO _x en équivalent SO ₂	300 mg/m ³ si flux > 25 kg/h	
NO _x en équivalent NO ₂	500 mg/m ³ si flux > 25 kg/h	
HCl	50 mg/m ³ si flux > 1 kg/h	
COVNM	110 mg/m ³ si flux > 2 kg/h	
COV H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou R45, R46, R49, R60 ou R61	2 mg/m ³ si flux > 10 g/h	
COV Annexe III	20 mg/m ³ si flux > 0,1 kg/h	
Cadmium, mercure et thallium, et leurs composés (exprimée en Cd+Hg+Tl)	0,05 mg/m ³ par métal et 0,1 mg/m ³ pour la somme si flux > 1 g/h	
Arsenic, sélénium et tellure, et leurs composés (exprimée en As+Se+Te)	1 mg/m ³ pour la somme si flux > 5 g/h	
Plomb et ses composés (exprimée en Pb)	1 mg/m ³ si flux > 10 g/h	
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et leurs composés en Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	5 mg/m ³ pour la somme si flux > 25 g/h	
Acide cyanhydrique	5 mg/m ³ si flux > 50 g/h	
Cyanures	1 mg/m ³	
Ammoniac	50 mg/m ³ si flux > 100 g/h	

Constats :
Dépassement de 1% de la VLE en cyanures lors du contrôle du 03/05/2023).

Observations :
Consultation du rapport du dernier contrôle des émissions atmosphériques, réalisé le 03/05/2023. L'ensemble des VLE sont respectées, excepté pour les cyanures sur le conduit n°1, pour lequel un dépassement de 1% de la VLE est observé.
L'exploitant émet l'hypothèse qu'un dépôt solide identifié sur la paroi des conduits d'évacuation de la chaîne de démetalisation pourrait être à l'origine de ce dépassement. Par ailleurs, il signale que son procédé n'a pas varié. L'exploitant a changé les conduits concernés en octobre 2023. Le prochain contrôle des rejets atmosphériques permettra de valider ou non cette hypothèse.
Lors du contrôle réalisé en 2022, une concentration en cyanures de 0,01 mg/Nm³ avait été mesurée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Entretien des moyens d'interventions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen d'interventions en cas d'accidents
Prescription contrôlée :

<p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : Type de matériel / Fréquence minimale de Contrôle Extincteur / Annuelle</p> <p>Robinet d'incendie armes (RIA) / Annuelle</p> <p>Installation de détection incendie / Semestrielle</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Le site ne dispose pas de RIA fonctionnels.</p>
<p>Observations :</p> <p>Consultation des rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérification des extincteurs du 07/02/2023, • vérification du système de détection incendie de mars 2022, mai 2023 et septembre 2023. <p>Vérification RIA : non réalisée</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 5 : Ressources en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 7.7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyen d'interventions en cas d'accidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un ou plusieurs points d'eau assurant la défense extérieure contre l'incendie permettant de délivrer un débit de 280 m³/h pendant 2 heures, tels que : <ul style="list-style-type: none"> ◦ des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapte au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou prive, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; ◦ des réserves d'eau, respectant les caractéristiques relatives aux réserves incendie, avec un volume minimum de 120 m³ ainsi que les conditions d'accessibilité conformément au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie a savoir : <ul style="list-style-type: none"> ▪ la mise en service des réserves incendie, ▪ les opérations de maintien en condition opérationnelle, ▪ l'accessibilité, ▪ la signalisation, ▪ les dispositifs d'aspiration adaptés. <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapte aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètre de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p>

<ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement repartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; • des robinets d'incendie armés ; • d'un système de détection automatique d'incendie ; • des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, à savoir au moins 150 m³/h pendant 2h.</p>
<p>Observations :</p> <p>D'après la mise à jour du calcul des besoins en eau du site via un calcul D9 transmise par l'exploitant le 10/05/2021, les besoins en eau du site sont de 150 m³/h pendant 2 heures (voir point de contrôle N°1).</p> <p>L'exploitant indique compter sur 3 poteaux incendie situés à moins de 100 m de l'établissement sur le site de la Radio, exploités par l'Agglomération du Pays de Dreux (propriétaire du site) pour satisfaire ces besoins en eau. Cependant, il ne dispose pas d'un rapport de contrôle de ces poteaux datant de moins d'un an (le dernier contrôle présenté date du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2018 : il attestait d'un débit individuel pour chaque poteau de 60 m³/h sous 1 bar de pression).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 6 : NC2_VI_2020 Registre des déchets entrants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement (..) b) Concernant la dénomination, nature et quantité (...) c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet (...) d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement (...)
<p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets non dangereux entrants est incomplet. Il y manque les informations "SIRET et adresse du transporteur" ainsi que "SIRET et adresse du site émetteur"</p>
<p>Observations :</p> <p>Constat de la visite du 27/11/2020 (NC2*) : Le registre des déchets entrants est incomplet.</p> <p>Notons que depuis la visite de 2020, le référentiel réglementaire a évolué : l'arrêté ministériel du 29/02/12 a été remplacé par l'arrêté ministériel du 31/05/21 qui apporte de nouvelles exigences sur les informations à reporter dans le registre des déchets entrants.</p> <p>Le jour de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - consultation du registre des déchets entrants sur la période du 30/09/22 au 04/09/23. - consultation d'une extraction de l'outil Trackdéchets sur la période du 02/09/22 au 29/08/23, que

l'exploitant utilise pour les déchets dangereux réceptionnés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : NC3_VI_2020 Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation (..) ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité (..) ;</p> <p>c) Concernant l'origine du déchet (...);</p> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet (...);</p> <p>e) Concernant la destination du déchet (...);</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets non dangereux sortants est incomplet : les éléments manquants portent sur le transporteur (n° SIRET) et l'adresse de l'installation réceptrice.</p>
<p>Observations :</p> <p>Constat de la visite du 27/11/2020 (NC3*) : Le registre des déchets sortants est incomplet. L'exploitant doit porter attention aux codes attribués aux déchets.</p> <p>Notons que depuis la visite de 2020, le référentiel réglementaire a évolué : l'arrêté ministériel du 29/02/12 a été remplacé par l'arrêté ministériel du 31/05/21 qui apporte de nouvelles exigences sur les informations à reporter dans le registre des déchets sortants.</p> <p>Le jour de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - consultation du registre des déchets sortants sur la période du 06/09/22 au 26/07/23. - consultation d'une extraction de l'outil Trackdéchets sur la période du 12/09/22 au 25/07/23.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : R3VI 2020 Attestation de valorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/11/2023, article D 543-284
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier,</p>

de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.
Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat de la visite du 27/11/2020 (remarque 3) : L'exploitant pourrait utilement réaliser ces attestations de valorisation à destination des producteurs de déchets selon le modèle de l'AMPG du 18/07/2018. Eléments présentés le jour de la visite: -Déchets entrants: attestation de valorisation datant du 31/12/2022 délivrée à APTIV; -Déchets sortants: attestation de valorisation datant de 02/2021 délivrée par GDE-Vernouillet
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déchets admissibles sur l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 5.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets admissibles dans l'installation sont les suivants : Bains acides de démetalisation (11 01 05*), Bains de traitement de surface (11 01 07*), Boues acides de bains de démetalisation (11 01 09*), Bains de rinçage de démetalisation (11 01 11*), Autres déchets provenant du traitement de surface (11 01 98*) , Bains provenant de procédés hydrométallurgiques du cuivre (11 02 05*), Boues cyanurées de bains de démetalisation (11 03 01*), Limaillles et chutes de métaux précieux et de métaux non ferreux sur lesquels sont fixés des métaux précieux (12 01 03), Déchets de rebus de fabrication de produits en céramique présentant des traces de métaux précieux fixés en surface (10 12 08), Cathodes (11 02 99), Chute de fabrication en cuivre et métaux précieux (12 01 99), Chiffons d'essuyage contenant des métaux précieux (15 02 03), Cartes électroniques, connectiques, circuits imprimés (16 02 16). Les déchets suivants sont interdits dans l'installation : Déchets radioactifs. Tous les déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection. Déchets amiantés ; Ordures ménagères ; Déchets explosifs ; Déchets contenant des PCB ou PCT.

Tout changement de nature des déchets admis sur le site doit être porté à la connaissance du préfet, en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a réceptionné sur son site des déchets ne faisant pas partie de la liste des déchets admissibles.
Observations : Consultation du registre des déchets entrants sur la période du 30/09/22 au 04/09/23. L'exploitant a admis sur son site sur cette période les déchets suivants, ne faisant pas partie de la liste des déchets admissibles : <ul style="list-style-type: none"> • 11 01 99 (0,756 t) : d'après l'exploitant, il s'agit de déchets aurifères. La définition correspondante est la suivante : « déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation) non spécifiés ailleurs » • 16 02 14 (87 kg) correspondant à la définition suivante « équipements mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13 », c'est-à-dire déchets provenant d'équipement électriques ou électroniques ne contenant pas de composants dangereux • 20 01 40 (1,022 t) : d'après l'exploitant, il s'agit de déchets aurifères. La définition correspondante est la suivante : « DÉCHETS DE METAUX MUNICIPAUX (DÉCHETS MÉNAGERS ET DÉCHETS ASSIMILÉS PROVENANT DES COMMERCEs, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS), Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SÉPARÉMENT » L'exploitant doit vérifier qu'il s'agit des codes déchets appropriés. Le cas échéant, s'il souhaite les réceptionner, il doit en faire la demande au Préfet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : R2 VI 2020 Procédure d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 5.1.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'ci-dessus, en cours de validité ; réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé, notamment concernant la masse des déchets ; réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux, le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de</p>

valorisation ou d'élimination.
c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.
d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.
L'exploitant de l'installation adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Consultation des consignes suivantes : - « Réception marchandises », - « Réception marchandises radioactives » Ces consignes sont affichées sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 5.1.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché (broyage, démétalisation, fonderie). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas six mètres à l'exception des zones d'entreposage des déchets délimitée par des murs séparatifs, pour lesquelles la hauteur du stockage est inférieure à la hauteur des murs séparatifs avec un écart minimum de 1 m. Tous les déchets admis dans l'installation sont stockés à l'intérieur du bâtiment.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les zones de réception de tri, de regroupement et les conditions de stockage sont conformes aux exigences fixées par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Quantité maximale de déchets stockés sur le site (entrants et sortants)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2019, article 5.1.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets et produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement, leur utilisation ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets ou de produits dangereux susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.

Les quantités de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site	
	Déchets reçus	Déchets produits
Déchets non dangereux	<ul style="list-style-type: none"> • Limailles et chutes de métaux non ferreux : 82 t • Déchets de rebus de fabrication de produits en céramique : 1 t • Cathodes : 8 t • Chute de fabrication en cuivre et métaux précieux : 14 t • Chiffons d'essuyage : 1 t • Cartes électroniques, connectiques, circuits imprimés : 14 t 	<ul style="list-style-type: none"> • Cartes électroniques traitées : 40 t • Métaux : 20 t • Plastiques : 20 t
Déchets	<ul style="list-style-type: none"> • Bains de démetalisation contenant 	
dangereux	<ul style="list-style-type: none"> des métaux précieux : 3 000 l • Boues de bains acides contenant des métaux précieux + boues de bains cyanurés contenant des métaux précieux : 3 t 	<ul style="list-style-type: none"> * Boues issues de la chaîne de démetalisation : < 1 t
Produits dangereux	<ul style="list-style-type: none"> • GNR : 1 cuve enterrée de 700 litres (0,6 t) • Cyanure de potassium : 175 kg • Golpanol MBS : 250 kg • Acétate de plomb : 63 kg • Carbonate de soude : 75 kg • Soufre : 3 kg • Nitrate de potassium : 100 kg • Hypochlorite de sodium : 500 l en tampon du réacteur + 500 l en stock • Super strip 100 : 50 kg 	

Constats :

Pas d'écart constaté.

Observations :

Les quantités de déchets entrants et sortants sont en deçà des seuils maximums fixés par l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite